© TOUFIK OULMI

GROUPE UCA - MAJORITÉ MUNICIPALE (LR, UDI, MODEM, SANS ÉTIQUETTE)

Dans quelle Europe voulons-nous vivre ?

En 1957, la France, parmi les membres fondateurs du traité instituant la Communauté économique européenne, incarnait une vision ambitieuse d'unité et de coopération. Pourtant, en 2014, les élus du Front national ont constitué le premier contingent d'élus français envoyés au parlement européen. Comment expliquer cette évolution, celle d'une conviction européenne affirmée qui s'est transformée en une défiance sans précédent envers l'Europe ?

Le projet européen initial, porté par des visionnaires tels que Jean Monnet, visait bien plus que la simple création d'un marché commun. Il aspirait à unir les peuples européens et à construire un avenir de paix et de prospérité. Malheureusement, les décennies écoulées ont vu ces idéaux s'effriter, tandis que les crises, qu'elles soient économiques, migratoires ou sécuritaires, ont exacerbé les divisions au sein de notre Union.

Aujourd'hui, alors que l'Europe est confrontée à des défis majeurs tels que la guerre en Ukraine, les tensions au Moyen-Orient et les questions de sécurité liées à l'OTAN, il est plus crucial que jamais de retrouver le chemin de l'unité et de la solidarité. Nos valeurs fondamentales de démocratie, de liberté et de solidarité sont mises à l'épreuve et il est de notre devoir de les défendre avec détermination.

Dans ce contexte, il est impératif de renouveler notre projet européen, en mettant l'accent sur la dimension citoyenne et sur la construction d'une Europe plus juste et plus solidaire. Des initiatives telles que le programme Erasmus et le Corps européen de solidarité illustrent le potentiel de notre Union à rassembler les jeunes générations autour de valeurs communes et d'idéaux partagés.

Pourtant, pour que cet idéal européen devienne réalité, il est nécessaire de surmonter les égoïsmes nationaux et de faire preuve d'une véritable volonté politique. Cela implique notamment de promouvoir une approche plus holistique de l'économie, qui intègre pleinement les considérations sociales et environnementales, et de faire avancer des initiatives telles que le statut européen d'association, qui garantissent la primauté de l'intérêt général sur les intérêts particuliers.

Ensemble, en cette période cruciale des élections européennes, faisons le vœu de donner un nouvel élan à notre projet commun. Faisons de l'Europe des citoyens une réalité, où la solidarité et l'innovation sociale sont les moteurs d'un avenir meilleur pour tous.

Faisons de notre Europe du XXIe siècle un symbole de dignité humaine, de liberté, d'égalité et de solidarité, capable de relever les défis de notre temps avec courage et détermination.

GROUPE UCA DE LA MAJORITÉ MUNICIPALE

GROUPE DES ÉLU·E·S ÉCOLOGISTES ET CITOYEN·NE·S

Pour une sécurité alimentaire garantie

Dans le cadre de ma démarche continue pour la santé publique et la sécurité alimentaire, je suis ravie de vous annoncer le lancement en janvier d'un programme d'inspections régulières de tous nos établissements de bouche. L'objectif essentiel est de protéger la santé de nos concitoyens en prévenant les risques de contamination alimentaire et en garantissant des conditions d'hygiène optimales.

Nous avons une confiance totale en la qualité des services offerts par les commerçants de notre ville, qui contribuent au dynamisme quotidien et permettent à chacun de profiter pleinement des services d'une grande ville.

Cette initiative vise à assurer que tous les établissements, tels que restaurants, cafés, boulangeries, boucheries, supérettes, épiceries, et débits de boissons proposant de la restauration, respectent les normes d'hygiène nécessaires pour le bien-être de tous. La sécurité alimentaire est une priorité tant pour la ville que pour les commerçants.

Les inspections seront effectuées par des inspecteurs formés aux pratiques les plus récentes. Elles seront inopinées pour garantir l'authenticité des conditions de travail habituelles des établissements. Les critères d'évaluation comprennent le contrôle de la chaîne du froid, la vérification des dates de péremption, l'examen des conditions de stockage, et l'observation des pratiques de nettoyage et de désinfection. Les résultats seront systématiquement communiqués aux propriétaires. En cas de non-conformité, les établissements recevront des avertissements et auront un délai pour se mettre en règle.

Notre objectif va au-delà du simple contrôle ; nous voulons conseiller et aider nos établissements à atteindre et maintenir les standards requis. Les résultats des inspections, avec le niveau d'hygiène de chaque établissement, seront affichés sur le site internet "Alim'confiance" pendant un an. Ce site de portée nationale diffuse les appréciations, permettant aux consommateurs de faire des choix éclairés. La transparence est essentielle pour renforcer la confiance entre les consommateurs et les établissements de bouche.

Pour impliquer davantage la communauté, nous invitons chacun à signaler toute préoccupation. Nous croyons en l'éducation continue, offrant des ressources et des séances de formation pour aider nos commerçants à maintenir les normes requises.

L'impact de cette politique est déjà palpable : amélioration de la qualité des repas servis, réduction des risques d'intoxications alimentaires et valorisation des établissements conformes. Ce programme d'inspection est un exemple concret de l'engagement de Choisy-le-Roi envers la santé publique et le bien-être de tous. Il reflète la volonté de notre municipalité de promouvoir un environnement sain et sûr pour tous.

HAFIDA FADLI POUR LE GROUPE DES ÉCOLOGISTES ET CITOYEN.NE.S

UNION DE LA GAUCHE COMMUNISTE, SOCIALISTE, ÉCOLOGISTE ET CITOYENNE

RER C, la galère au quotidien.

Depuis quelques années, la qualité, la régularité et la fiabilité du RER C baisse. Depuis l'année dernière, les choses ont empiré au point que notre ligne, dont la gare de Choisy est un maillon essentiel, en plus d'être la porte de nos déplacements quotidiens est devenue la moins bonne de tout le réseau. Elle enregistre même des taux de régularité plus mauvais que la tristement célèbre ligne B du RER sur son tronçon Nord.

Cette chute de régularité en 2023 touche particulièrement l'Essonne et le Val-de-Marne. Des améliorations avaient été promises pour l'année 2024 et chacun.e peut juger qu'elles ne sont pas au rendez-vous, loin de là.

De nombreuses missions sont plus ou moins assurées, alors que les nouvelles peinent à être remplies. Il est même parfois difficile de rentrer le soir, même lorsque tout va bien, sans compter les annulations, changements de mission (passage en omnibus entre Choisy et Bibliothèque, parfois systématique en heure de pointe). Sans compter les incidents répétés, tant dans Paris qu'en gare de Juvisy que nous subissons presque chaque jour.

Ile-de-France Mobilités a décidé une révision du schéma directeur de la ligne. Il faut dire que le dernier couvrait la période 2009/2017 et n'avait pas été révisé depuis.

En 2022 (faute de schéma), la SNCF avait en plus de réduire les effectifs en gare décidé de supprimer 50 trains et seule la mobilisation de certains élus, des cheminots et des usagers avaient limité cette baisse à 12 trains. Le nouveau schéma, avec 7 ans de retard ne prévoit pas d'améliorer les choses. À tel point que sa présentation prévue en février a été repoussée au Conseil d'administration du 3 avril. Mais il ne prévoit pas de renfort de l'offre avant 2030, pas de capacité d'accueil de nouvelles rames avant 2035. Pire, il prévoit que certains trains (Dourdan et Étampes) s'arrêteront à Austerlitz, obligeant les usagers à changer de train. Il ne prévoit pas de travaux aux Ardoines pour assurer les nouvelles conditions avec l'arrivée de la ligne 15.

Enfin, il envisage une baisse des trains en heure de pointe notamment à Choisy et leur passage probable en omnibus.

Vous le voyez, rien de bien enthousiasmant prévu par Valérie Pécresse pour notre ville.

Mobilisés depuis des années, nous vous proposons de nous mobiliser à nouveau contre ces galères du quotidien et demandons à la municipalité de s'emparer de ce sujet qu'elle semble ignorer.

LES ÉLUS DU GROUPE D'OPPOSITION UGCE